



**Conférence
des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr.
LIMITÉE

TD/B(S-XIX)/PREP/L.2
27 février 2002

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT

Deuxième réunion d'examen à mi-parcours

Genève, 25 février – 1^{er} mars 2002

**PROJET DE RAPPORT DE LA DEUXIÈME RÉUNION
D'EXAMEN À MI-PARCOURS**

Rapporteur: M. Federico Perazza Scapino (Uruguay)

Orateurs:

Bangladesh (pour les PMA)

Note à l'intention des délégations

Le présent projet de rapport est un texte provisoire, qui est distribué aux délégations pour approbation.

Toute demande de modifications à apporter aux déclarations des délégations doit être soumise au plus tard le **mercredi 6 mars 2002**, à la:

Section d'édition de la CNUCED, Bureau 8104, Télécopieur: 907 0056, Tél.: 907 5656/1066.

Chapitre I

DÉCLARATIONS LIMINAIRES

1. Le représentant du **Bangladesh**, s'exprimant au nom des **pays les moins avancés**, a jugé essentiel que le Plan d'action de Bangkok soit intégralement appliqué et a réaffirmé l'adhésion sans réserve des PMA aux principes qui y étaient énoncés.
2. À la fin de la première réunion d'examen à mi-parcours, la création du Bureau du Haut-Représentant à New York avait semble-t-il donné lieu à une certaine confusion. En fait, les fonctions du Bureau étaient complémentaires de celles de la CNUCED: le premier était chargé de la coordination à l'échelle du système, de la sensibilisation et de l'information tandis que la deuxième continuerait de réaliser les travaux analytiques et techniques dont les PMA avaient besoin. L'Assemblée générale avait souligné que les attributions de la CNUCED devaient être renforcées, ce qui correspondait au souhait des PMA.
3. Nombreux étaient ceux qui pensaient qu'au cours de l'examen de la mise en œuvre du Plan d'action de Bangkok, la CNUCED devrait accorder une attention particulière à deux événements survenus depuis la dixième session de la Conférence, à savoir la troisième Conférence des Nations Unies sur les PMA et la Conférence ministérielle de l'OMC tenue à Doha. À cet égard, il était clairement stipulé dans le Plan d'action de Bangkok que les PMA devraient bénéficier en priorité de l'assistance de la CNUCED.
4. Concernant les activités futures de la CNUCED, les PMA n'avaient pas réussi à tirer parti des concessions accordées par leurs partenaires de développement au cours de la dernière décennie, souvent peut-être parce qu'ils n'en avaient pas connaissance. Cette lacune devait être comblée. Le Programme d'action en faveur des PMA pour la décennie 2001-2010 et les résultats de la Conférence ministérielle de Doha contenaient plusieurs engagements et clauses de l'«effort maximal». La CNUCED pourrait les analyser, les recenser et étudier comment les concrétiser, ce qui aiderait les PMA à comprendre la nature des avantages qui leur étaient offerts.
5. Dans le document E/2001/CRP.5 daté de juillet 2001, la CNUCED avait résumé les avantages théoriques que conférait l'appartenance au groupe des PMA du point de vue des

handicaps structurels de ces derniers, mais avait souligné la nécessité d'analyser les avantages réels que les pays concernés en avaient retiré. Elle devrait réaliser cette étude dès que possible.

6. Enfin, il fallait espérer que, dans le cadre de l'examen du mécanisme intergouvernemental, une solution serait trouvée au problème du financement de la participation d'experts et que le secrétariat proposerait des recommandations sur la transformation du comité de session du Conseil en comité permanent.

Chapitre II

QUESTIONS D'ORGANISATION

A. Ouverture de la réunion

7. La deuxième réunion d'examen à mi-parcours a été ouverte le 25 février 2002 au Palais des Nations, à Genève, par M. Ali Said Mchumo (République-Unie de Tanzanie), Président du Conseil.

B. Bureau

8. Le Bureau – élu à la quarante-huitième session du Conseil – était le suivant:

Président: M. Ali Said Mchumo (République-Unie de Tanzanie)

Vice-Présidents: M. Iouri Afanassiev (Fédération de Russie)

M. Toufik Ali (Bangladesh)

M. Federico Alberto Cuello Camilo (République dominicaine)

M. Douglas M. Griffiths (États-Unis d'Amérique)

M^{me} Eleanor M. Fullet (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

M. Virasakdi Futrakul (Thaïlande)

M. Nathan Irumba (Ouganda)

M. Toshiyuki Iwado (Japon)

M. Kalman Petocz (Slovaquie)

M. Jacques Scavee (Belgique)

Rapporteur: M. Federico Perazza Scapino (Uruguay)

C. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

9. À la séance d'ouverture, l'ordre du jour suivant a été adopté:
 1. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
 2. Examen de l'efficacité et du fonctionnement du mécanisme intergouvernemental
 3. Bilan de la mise en œuvre des engagements et du programme de travail adoptés dans le Plan d'action de Bangkok
 4. Débats interactifs et dialogue directif dans le contexte des perspectives et des enjeux découlant des changements survenus depuis la dixième session de la Conférence
 5. Questions diverses
 6. Adoption du rapport
